

LE SOCIALISME

(version originelle du marxisme)

Le 11 octobre 2023.

Quel monde merveilleux !

Ils inventent la dictature des "gènes", non ce sont les nazis !

Vous êtes végétarien ? C'est inscrit (aussi) dans vos gènes ! - Yahoo 9 octobre 2023

Normal après avoir fait la promotion de la pornographie !

Espagne et Italie : les crimes sexuels commis par des mineurs en hausse, mais pourquoi ? - Euronews 9 octobre 2023

Une rapide revue de presse sur le soulèvement armé légitime du peuple palestinien contre l'occupation sioniste qui dure depuis 1947.

Qu'on se le dise sous ce régime dictatorial.

- Une seule interprétation, une seule voix, une seule victime, un seul coupable : Les Palestiniens et ceux qui les supportent...
- Seuls ont le droit de s'exprimer les partisans du gouvernement le plus à droite de l'histoire d'Israël, les porte-parole des bourreaux du peuple palestinien...
- Quand les régimes occidentaux révèlent au grand jour leur véritable nature fasciste, pour ceux que les dictatures sanitaire et climatique n'avaient pas ouvert les yeux...
- Le ministère sioniste de la Vérité ou de la propagande menace, sème la terreur en France
- "*Le bloc occidental a condamné l'attaque du Hamas et apporté son soutien à Israël.*"

Mais aussi...

Le pays dirigé par Benyamin Netanyahu peut aussi compter sur le soutien d'autres pays. Le Premier ministre australien Anthony Albanese a par exemple estimé qu'"*Israël a le droit de se défendre*" et le Premier ministre indien Narendra Modi s'est dit "*solidaire d'Israël*". Yahoo 10 octobre 2023

- Pendant la dictature sanitaire, ils ne furent pas des adeptes hystériques de la muselière (masque) par hasard, maintenant ils voudraient faire taire toute opposition à Israël...

- Leur « *devoir de mémoire* » est sélectif, il ne concerne jamais les crimes abominables ou les massacres qu'ils ont commis dans le passé, dont ils ont été complices, vous avez remarqué ?

Guerre Hamas-Israël : Trois journalistes palestiniens tués à Gaza par des frappes - AFP/20 Minutes 10 octobre 2023

Ils sont morts en informant. Trois journalistes palestiniens ont été tués mardi par une frappe aérienne israélienne sur la ville de Gaza, ont annoncé un syndicat de journalistes et un fonctionnaire local au quatrième jour de guerre entre Israël et le Hamas.

Ces décès portent à sept le nombre de journalistes palestiniens tués dans les combats depuis samedi, a déclaré le bureau des médias du mouvement islamiste Hamas dans un communiqué. Il ajoute que deux vidéastes sont portés disparus et que dix journalistes ont été blessés. AFP/20 Minutes 10 octobre 2023

Guerre Hamas-Israël : L'UE accuse Elon Musk de diffusion de « contenus illégaux » sur X - AFP/20 Minutes 11 octobre 2023

La Commission européenne a menacé mardi le réseau social X (ex-Twitter) de sanctions, sommant son patron Elon Musk de rendre des comptes sous 24 heures sur la circulation de fausses informations et d'images violentes liées au conflit en Israël.

« *À la suite des attaques terroristes menées par le Hamas contre Israël, nous disposons d'indications selon lesquelles votre plateforme est utilisée pour diffuser des contenus illégaux et de la désinformation dans l'UE* », a écrit le commissaire au Numérique, Thierry Breton, à Elon Musk, dans une lettre consultée par l'AFP.

« *Notre politique est que tout soit ouvert et transparent, une approche que je sais que l'UE soutient* », a répondu le milliardaire à Breton directement sur X, quelques heures plus tard. « *Merci de dresser la liste des violations auxquelles vous faites allusion sur X, afin que le public puisse les voir* », a-t-il ajouté, avant de conclure par « *Merci beaucoup* », en français.

Vidéos humiliantes d'otages, corps décapités, assassinat filmé... Les réseaux sociaux ont été inondés d'images violentes mais aussi de tentatives de désinformation, depuis les attaques menées samedi matin par le Hamas, un défi pour les équipes de modération des plateformes.

« *Nous avons reçu, de sources qualifiées, des rapports sur des contenus potentiellement illégaux circulant sur votre service malgré les signalements des autorités compétentes* », a souligné le commissaire européen dans sa missive à Elon Musk, datée du 10 octobre.

« *Lorsque vous recevez des notifications de contenu illégal dans l'UE, vous devez agir rapidement, avec diligence et objectivité et retirer le contenu en question lorsque cela est*

justifié », lui a-t-il rappelé. Cette obligation découle notamment de la nouvelle législation européenne sur les services numériques (DSA) en vigueur depuis fin août pour 19 grandes plateformes. AFP/20 Minutes 11 octobre 2023

J-C – On va voir si Musk le libertarien se laisse intimider par la clique à Rockefeller et Cie. qui possède les trois-quarts d’Israël.

Voilà qui résume assez bien notre position.

- Dans une vidéo sur Instagram, l’humoriste libanaise Chaden Faqih résume le sentiment dans son pays, où les positions sont généralement partagées face à la cause palestinienne : « *Je peux être contre le Hamas et soutenir la résistance armée contre l’opresseur* ». (AFP/20 Minutes 10 octobre 2023)

Dans la fosse septique du sionisme en France.

Guerre Israël-Hamas : Cyril Hanouna accuse La France Insoumise d’aller "*chercher les voix des terroristes*" - Purebreak 10 octobre 2023

Les agents de Tsahal : Arthur, Bruel, Gad Elmaleh, Gérard Darmon, etc.

Enrico Macias appelle à « *dégommer* » LFI « *physiquement* » pour sa réaction à l’attaque du Hamas - huffingtonpost.fr 11 octobre 2023

J-C – Cela s’appelle un appel au meurtre gracieusement relayé en toute impunité...

Si le RN/FN a eu une réaction "*irréprochable*", c'est que Renaissance, le Modem, LR, etc. sont compatibles avec l'extrême droite et le fascisme.

Attaque du Hamas en Israël : « *Le RN est rentré dans le camp républicain* », affirme le député Meyer Habib - leJDD 10 octobre 2023

L’élu apparenté Les Républicains (LR) a rappelé que les membres du parti dirigé par Jordan Bardella ont « *condamné de façon claire et nette* » l’attaque ayant fait plus de 900 morts en Israël depuis le samedi 7 octobre. « *Ils ont été irréprochables par rapport à leur réaction. Je suis obligé de le dire* », a-t-il insisté. leJDD 10 octobre 2023

J-C - Le député Meyer Habib est franco-israélien et il figure parmi les habitués du CRIF...

Quand avec leur protecteur anglo-saxon ils prirent le parti du fascisme et du nazisme plutôt que le socialisme, ils furent assurément du "bon côté de l'histoire".

Le Crif répond à Mélenchon après ses violentes attaques : « C'est un ennemi de la République » - Le HuffPost 10 octobre 2023

Colère froide. Jean-Luc Mélenchon est « *un ennemi de la République* », a jugé le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) ce mardi 10 octobre, qualifiant d'« *abjecte* » la position du leader des Insoumis sur l'attaque du Hamas contre Israël.

« *Jean-Luc Mélenchon a choisi de ne pas s'exprimer en solidarité avec Israël mais de légitimer le terrorisme par sa mise en équivalence entre Israël et le Hamas* », a réagi Yonathan Arfi sur RMC.

« *Sa position est abjecte, scandaleuse, elle doit être dénoncée. C'est une question morale, Jean-Luc Mélenchon rend tout le temps le parti du totalitarisme, la Russie contre l'Ukraine, la Chine contre Taïwan et aujourd'hui le Hamas contre Israël* », a-t-il ajouté en estimant que le leader des insoumis est « *toujours du mauvais côté de l'histoire.* » (On lui rappellera que les dirigeants du congrès sioniste mondial négocièrent leur survie avec le régime nazi d'Hitler, tandis que des millions de juifs allaient être sacrifiés.... Recherchez dans les anciennes causeries, j'avais fourni les sources et les documents originaux qui le prouvaient. – J-C)

« *En obligeant tout le monde à s'aligner sur la position du gouvernement d'extrême droite israélien, en acceptant de manifester avec le RN, en insultant les élus futiles du PS, le Crif a isolé et empêché la solidarité des Français avec la volonté de paix et la demande de cessez-le-feu immédiat. Les morts de tous côtés méritent mieux et notre compassion totale* », a-t-il écrit.

J-C – « *Les morts de tous côtés méritent mieux et notre compassion totale* »

Décidément, il ne départira jamais de son double langage, ouvertement ou en demi-teinte, car on peut très bien ne pas soutenir les massacres perpétrés par le Hamas, tout en s'abstenant de le manifester à haute voix comme il le fait.

Personnellement, jamais nous ne nous serions livrés à de tels actes de barbarie, pour autant on n'a pas à juger ceux qui s'y livrent dès lors qu'ils y ont été poussés par le comportement inhumain dont ils ont été l'objet de la part de leurs accusateurs, ce sont eux, ce sont les autorités israéliennes et occidentales qui les ont toujours soutenues qui en portent l'entière responsabilité.

C'est comme lorsque dans leur société pourrie qu'ils qualifient de démocratie, ils imposent à un citoyen des conditions d'existence si éprouvantes qu'il en deviendra fou ou mentalement déséquilibré au point de se livrer à un crime horrible, alors il sera jugé et déclaré irresponsable, sans que personne ou rien ne soit sanctionné à sa place, les coupables pourront dormir tranquille ou perpétuer de nouveaux crimes indéfiniment en toute impunité, voilà pourquoi ou comment nous en sommes arrivés là.

Plutôt la barbarie que le socialisme.

L'ancien député socialiste Julien Dray estime que le leader de LFI a franchi une « ligne rouge » en renvoyant dos à dos le Hamas et le gouvernement israélien. - lepoint.fr 10 octobre 2023

Julien Dray est sans doute, à gauche, l'un de ceux qui connaissent le mieux Jean-Luc Mélenchon. De leur formation commune chez les trotskistes à la fondation de LFI en 2016 en passant par leurs années ensemble au PS, il a attentivement observé l'évolution de son vieux camarade. Aujourd'hui, alors que la survie de l'État d'Israël est, selon lui, menacée, il estime que Jean-Luc Mélenchon a franchi une « ligne rouge » en renvoyant dos à dos le Hamas, organisation reconnue comme terroriste par l'Union européenne, et le gouvernement israélien.

J-C - Il oublie de préciser que cette "« ligne rouge » en renvoyant dos à dos" chacun des protagonistes de ce conflit, n'a cessé d'être franchie lorsque tous les partis politiques présents à l'Assemblée nationale l'ont utilisé lors des guerres contre l'Irak, la Libye, la Syrie, etc. sans qu'il trouve quelque chose à redire, alors qu'elle constituait un soutien aux agresseurs ou aux envahisseurs occidentaux et à la cohorte de barbares qu'ils avaient recrutés pour détruire ces pays et massacrer leurs peuples.

Julien Dray a raison, il en a fait partie au même titre que Mélenchon, nous non, et nous avons été parmi les seuls au sein du mouvement ouvrier à prendre parti pour ces États souverains, ces Républiques ou ces régimes laïcs.

Julien Dray - Il faut bien comprendre que la survie même d'Israël est menacée ! Depuis 1948, ce pays avait acquis, par ses efforts et ses sacrifices, une supériorité militaire qui lui conférait une sorte de sécurité permanente.

Comment comprendre la position de Jean-Luc Mélenchon et des Insoumis, qui invoquent un « contexte d'intensification de la politique d'occupation israélienne » pour renvoyer dos à dos une organisation terroriste et un État démocratique ?

J-C - Quand il dit "depuis 1948, ce pays avait acquis, par ses efforts et ses sacrifices, une supériorité militaire qui lui conférait une sorte de sécurité permanente", il faut se souvenir que les "efforts" et les "sacrifices" qu'il évoque, se sont traduits par le massacre des Palestiniens et le vol de leurs terres et de leurs biens conduisant une partie d'entre eux à un exil forcé, et à vivre misérablement dans des camps de réfugiés le restant de leurs jours, grâce au soutien militaire des puissances impérialistes occidentale qui a assuré "une supériorité militaire" au sionisme qui caractérise le régime israélien qu'il ose qualifier de démocratique.

Julien Dray - Jamais François Mitterrand n'aurait renvoyé dos à dos l'attaque terroriste et le gouvernement israélien, jamais ! Il aurait fermement condamné cette attaque, sans « oui, mais ».

J-C - On n'en doute pas !

Le Point - Et sur la différence entre antisémitisme et antisionisme ?

Julien Dray - Elle n'a plus de sens puisque l'État d'Israël existe. Il est évidemment difficile, au regard de la Shoah, d'afficher son antisémitisme. Alors on prend un moyen détourné et on

emploie tous les mots pour qualifier le régime israélien, y compris celui d'apartheid, qui n'a pourtant aucune pertinence. Le débat manque de nuances. On peut tout à fait condamner la construction de nouvelles colonies, mais parler d'apartheid n'a aucun sens et est une insulte à l'encontre de ceux qui ont eu à la subir.

J-C - Dray est un juif sioniste à peine déguisé, donc il affiche son totale soutien à l'Etat sioniste, il n'est pas à un amalgame ordurier près, c'est un négationniste quand il affirme que "*parler d'apartheid n'a aucun sens*", il ose tout, c'est même à cela qu'on le reconnaît, l'ordure.

Quand les négationnistes ou ceux qui réécrivent l'histoire, traitent d'imposteurs ceux qui les dénoncent ou entendent rétablir les faits, la vérité.

Attaque du Hamas en Israël : l'imposture de la « contextualisation » - Le Point 10 octobre 2023

Nombreux sont ceux à avoir souhaité replacer les attaques du Hamas en Israël dans un contexte, voire à réfuter le caractère « terroriste » de l'organisation. Une ineptie.

Refuser le terme de « terrorisme » à l'attaque du Hamas ne relève ni de l'opinion ni de l'intelligence, pas même de la bêtise, mais d'un positionnement de part et d'autre d'une frontière qui divise l'humanité, et où certains seront ravis de retrouver les réjouis du 11 septembre 2001 et les satisfaits des attentats de Charlie Hebdo.

J-C - N'ayant pas d'arguments, il sombre ici dans l'amalgame ordurier. Vous connaissez ma position sur le 11/9 et Charlie, jamais je ne me suis réjoui de tous ces morts.

Il recourt à ce procédé pour vous dissuader d'adopter un discours différent de la version officielle, et si malgré tout vous passez outre, vous rejoindrez ceux qu'ils qualifient de pires ordures sur la scène politique. C'est une menace, un moyen de chantage, c'est vraiment un procédé ordurier.

Le Point - Ils réfléchissent de la même façon : réprouver la puissance de l'Occident pour se féliciter de sa juste punition. Comme si, dans un tribunal, un mari accusé d'avoir tué sa femme pouvait répondre, afin d'être innocenté : « *Oui je l'ai égorgée, mais d'autres en ont fait autant.* » Et ? La justice n'est pas établie d'après des critères de comparaison mais d'après des critères absolus.

J-C – Son avocat aurait pu plaider ainsi : « *Il l'a égorgée parce qu'elle l'avait poussé à bout, elle le harcelait sans cesse psychologiquement, c'était devenu un vrai cauchemar, une véritable torture pour lui, il n'en pouvait plus le malheureux, il avait maigri, il s'était mis à boire, à prendre des antidépresseurs, des somnifères, car il n'en dormait plus, alors pour que ce calvaire cesse définitivement, il a commis cet acte irréparable.* ». Elle, elle est morte, elle ne sera jamais jugée.

Le Point- Voilà pourquoi invoquer la disproportion de la colonisation pour minimiser la monstruosité du Hamas n'a pas le moindre sens d'après les règles du contradictoire. Sans compter, d'ailleurs, que, pour être ultra-conservateur, le gouvernement de Benjamin

Netanyahou n'en est pas pour autant terroriste. Ce qui ne signifie pas que des représailles inhumaines tiendraient lieu de justice ; la loi du talion mènerait à une escalade mortifère.

J-C – Si on devait comparer ce qui est comparable, les massacres, bombardements, exécutions sommaires, tortures, emprisonnements sans procès, l'ensemble des crimes et méfaits en tout genre commis par les sionistes envers les Palestiniens depuis 1948 sont mille fois plus nombreux et tout aussi graves que ceux commis aujourd'hui par le Hamas, ils sont incommensurables en termes de cruauté, de sadisme, de barbarie infligés collectivement à tout un peuple, dimension qu'il faut avoir à l'esprit.

Au passage il légitime tous les crimes passés et à venir du gouvernement de Benyamin Netanyahou, qui n'est pas uniquement « *ultra-conservateur* », mais le plus réactionnaire depuis 1948 selon les médias mainstream en décembre dernier.

Le reste était à l'avenant en plus monstrueux encore, je n'ai pas de temps à y consacrer.

Opportuniste et renégat, il y en a qui cumulent dans l'imposture.

Guerre Hamas - Israël : Critique sur la position de LFI, Ruffin qualifie le Hamas d'organisation « *terroriste* » - AFP/20 Minutes 11 octobre 2023

Les divisions au sein de LFI continuent de s'étaler au grand jour.

Le mouvement islamiste palestinien, qui contrôle la bande de Gaza et a lancé samedi une attaque meurtrière sans précédent contre l'Etat hébreu, est « *une organisation fanatique, terroriste, qui a toujours été l'adversaire des progressistes au Proche-Orient* », déclare le député LFI François Ruffin dans un entretien publié par Le Monde.

C'est donc une position à rebours de La France insoumise. Depuis samedi, le parti refuse en effet de qualifier le Hamas d'organisation « *terroriste* ». La cheffe de file de ses députés, Mathilde Panot, a seulement condamné mardi à l'Assemblée nationale « *l'ensemble des crimes de guerre* », évoquant à la fois « *les civils tués en Israël par les actes de terreur perpétrés par le Hamas* » et « *les civils qui, à Gaza, sont tués sous les bombes de Tsahal* », l'armée israélienne qui a lancé sa riposte. Ces propos ont déclenché une vive polémique au sein de l'alliance de gauche Nupes. AFP/20 Minutes 11 octobre 2023

LFI – Quels paniers de crabes !

Israël : le sénateur LR Stéphane Le Rudulier appelle à dissoudre LFI - Publicsenat.fr 10 octobre 2023

Dans un courrier adressé à Élisabeth Borne, l'élu des Bouches du Rhône dénonce « *l'existence d'une cinquième colonne du terrorisme palestinien en France* » et demande la dissolution non seulement de LFI mais aussi du NPA, de la Jeune Garde, des Indigènes de la République, et de Révolution permanente.

Stéphane Le Rudulier demande aussi à la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun Pivet de lever l'immunité parlementaire des députés concernés.

Le sénateur a également lancé une pétition pour la dissolution de La France Insoumise et des partis faisant l'apologie du terrorisme qui a recueilli à l'heure où nous écrivons ses lignes 623 signatures.

Pour mémoire, samedi matin, dans un communiqué, le groupe parlementaire des insoumis ne parlait pas d'attaque terroriste du Hamas, classé comme tel par l'Union européenne, mais de « *l'offensive armée de forces palestiniennes menée par le Hamas* », qui « intervient dans un contexte d'intensification de la politique d'occupation israélienne ». Déplorant les « *morts israéliens et palestiniens* », le groupe LFI dénonçait « *l'escalade actuelle* » et appelait à un « *cessez-le-feu* », appelant « *toutes les parties* » à « *revenir à la table des négociations* ». Publicsenat.fr 10 octobre 2023

J-C – LFI paie le prix de son double langage et jeu permanent.

Guerre Hamas - Israël : Darmanin annonce qu'une enquête pour apologie du terrorisme vise le NPA - AFP/20 Minutes 11 octobre 2023

Après son communiqué de réaction à l'attaque du Hamas contre Israël, le Nouveau parti anticapitaliste va devoir s'expliquer. Le NPA est en effet visé par une enquête pour apologie du terrorisme, a annoncé mardi le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, dans l'émission Quotidien de TMC. Comme on lui demandait par ailleurs si « *la France insoumise était antisémite* », Gérard Darmanin a répondu : « *Elle n'a pas démontré l'inverse* ».

J-C - Imaginez maintenant que ce soit des antisémites qui soient au pouvoir en Israël, puisque les Palestiniens sont des sémites pour la plupart d'entre eux, du coup ce serait Darmanin l'antisémite, non ?

Vous remarquerez que pas un à LFI ou au NPA n'osera sortir cet argument fidèle à la réalité pourtant et vérifiable. – J-C

AFP - Le pôle national de lutte contre la haine en ligne (PNLH) du parquet de Paris a saisi la brigade criminelle de la police judiciaire parisienne, a précisé une source proche du dossier.

Cette enquête vise un communiqué du parti d'extrême gauche diffusé samedi, dans lequel celui-ci a « *rappelé son soutien aux Palestiniens et aux moyens de lutte qu'ils et elles ont choisi pour résister* ». « *La stratégie israélienne, appelée la "tondeuse à gazon", consiste en réalité à éliminer physiquement et régulièrement des nouvelles générations de militant/es et d'opposant/es à l'occupation, dans un cycle de répétition interminable* », a écrit le NPA, ajoutant : « *Cette fois-ci, l'offensive est du côté de la résistance* ». « *Intifada !* », a conclu le parti d'extrême gauche.

« *Vendre des armes au Qatar et à l'Arabie saoudite, pays connus pour financer le terrorisme international islamiste, n'est-ce pas faire l'apologie du terrorisme ?* », a réagi sur le réseau

social X mardi soir le porte-parole du NPA Philippe Poutou dans un message adressé « à Darmanin, à tous les va-t-en-guerre, militaristes, amis des dictatures, fascistes plus ou moins assumés ».

J-C – On se souvient que le NPA avait exprimé un regret après que Hollande eut renoncé à bombarder la Syrie... que j'ai toujours soutenue, et pourtant il me semble que je n'ai rien à voir avec Darmanin ou « les va-t-en-guerre, militaristes, amis des dictatures, fascistes plus ou moins assumés », cherchez l'erreur.

En famille les colons et les esclavagistes des temps modernes confondent dictature et démocratie, normal.

Guerre Hamas-Israël : les entrepreneurs français avec les victimes du terrorisme - LePoint.fr 11 octobre 2023

Plus de 400 créateurs français de la tech réagissent à la tragédie qui a frappé Israël. « *Ce sont toutes les démocraties et leurs valeurs qui sont mises à l'épreuve* », estiment-ils.

« *Tout comme l'écosystème entrepreneurial français s'était mobilisé pour venir en aide à l'Ukraine, nous, entrepreneurs, investisseurs, citoyens français, nous mobilisons aujourd'hui pour partager notre émotion et soutenir concrètement Israël et les Israéliens dans ce moment tragique. (...) Ajoutons que cette tragédie, qui a frappé Israël, ne saurait être qu'une tragédie israélienne. À travers ces civils morts, c'est l'humanité dans son universalité qui a été frappée, de même qu'à travers Israël, ce sont toutes les démocraties et leurs valeurs qui sont mises à l'épreuve. (...) C'est pourquoi nous voulons apporter avec la plus grande énergie notre soutien et notre aide concrète à cette jeune démocratie aujourd'hui menacée dans sa chair.*»
LePoint.fr 11 octobre 2023

J-C – Là aussi je vous fais grâce de la suite.

S'ils le disent eux-mêmes.

Guerre Israël-Hamas : la bande de Gaza, "une prison à ciel ouvert" - France 24 10 octobre 2023

Les explications de Sylvain Cypel, journaliste spécialiste d'Israël et Antoine Mariotti, journaliste et ancien correspondant de France 24 en Israël.

La ville de Gaza complètement dévastée après les bombardements d'Israël - BFMTV 11 octobre 2023

Israël-Gaza: le bilan s'alourdit, des milliers de morts au total - AFP 11 octobre 2023

J-C - On n'en saura pas plus, l'AFP a "*oublié*" le décompte des morts parmi les Palestiniens qui doit disparaître des radars, les nommer pourrait passer pour un soutien à la cause palestinienne !

Israël: Tsahal affirme avoir retrouvé "*environ 1500 corps*" de terroristes du Hamas - AFP/BFMTV 10 octobre 2023

Selon l'armée israélienne, plus de 900 Israéliens ont été tués depuis le début de l'offensive samedi. Le ministère israélien de la Santé a également fait état de 2 616 blessés. Côté palestinien, 687 personnes ont été tuées et 3 727 blessées, selon les autorités locales. AFP/BFMTV 10 octobre 2023

Rappel. C'est l'ONU qui a signé la partition et l'arrêt de mort de la Palestine.

Le « *siège total* » de Gaza par Israël est « *interdit* » par le droit international humanitaire rappelle l'ONU - Le HuffPost 10 octobre 2023

Israël enfreint le droit international en imposant un "*siège complet*" à Gaza, avertit l'ONU - euronews 10 octobre 2023

Le siège total de la bande de Gaza annoncé lundi par le ministre israélien de la Défense est "*interdit*" par le droit international humanitaire, a rappelé le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme mardi. euronews 10 octobre 2023

Gaza : l'OMS demande un «*couloir humanitaire*», l'ONU estime que le siège est «*interdit*» - RT 10 octobre 2023

«*Un couloir humanitaire est nécessaire pour acheminer les fournitures médicales essentielles aux populations*», a déclaré ce 10 octobre un porte-parole de l'OMS, Tarik Jasarevic, lors d'un briefing de l'ONU à Genève. Il a précisé que l'organisation y travaillait avec des «*partenaires*». RT 10 octobre 2023

Quelques infos et articles pour comprendre la situation.

J-C – Ne cherchez pas la voix des peuples dans ces articles, elle n'y figure pas. Pourquoi ? Pardi parce qu'il n'y a aucun porte-parole pour la représenter, car pour tous ces acteurs politiques les exploités et opprimés ne sont pas en mesure de décider eux-mêmes qui doit gouverner ou l'orientation de la société.

Du coup, leurs interprétations, qui cependant peuvent présenter un intérêt, sont dictées par les besoins de la classe dominante uniquement. Il vaut mieux l'avoir à l'esprit pour ne pas les adopter aveuglément.

Changement de paradigme en Palestine par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 10 octobre 2023

Le conflit sanglant qui a débuté en Palestine géographique survient après 75 ans d'injustices toutes aussi meurtrières. Du point de vue du Droit international, les Palestiniens ont le droit et le devoir de résister à l'occupation israélienne, comme les Israéliens ont le droit et le devoir de répondre à l'attaque qu'ils subissent. Il est de la responsabilité de chacun d'aider à résoudre les injustices dont les deux groupes sont victimes, ce qui ne signifie pas soutenir la vengeance cruelle de certains d'entre eux.

Par ailleurs, le soutien que l'on peut apporter aux peuples palestinien et israélien ne doit pas conduire à amnistier leurs dirigeants respectifs pour les crimes qu'ils ont commis, ni les grandes puissances qui les ont manipulés.

Extraits.

Ce qui se passe est le fruit de 75 ans d'oppression et de violation du Droit international. Des dizaines de résolutions du Conseil de Sécurité des Nations unies ont été violées par Israël, sans aucune sanction à son égard. Israël est un État hors Droit qui n'a pas hésité à corrompre ou à assassiner la quasi-totalité des dirigeants politiques palestiniens. Il a délibérément empêché le développement économique des Territoires tout en favorisant la création d'un État palestinien distinct qu'il contrôle partiellement.

La frustration et les souffrances accumulées depuis 75 ans se traduisent par des comportements violents et cruels de certains Palestiniens, conscients d'être abandonnés depuis longtemps par la Communauté internationale. Cependant, les temps changent. La majorité des membres des Nations unies, qui a pu constater en Syrie et en Ukraine l'échec militaire des Occidentaux et la victoire de la Russie, ne se contente plus de baisser la tête devant les États-Unis. L'Assemblée générale a réaffirmé, à l'occasion de l'anniversaire de l'auto-proclamation de l'indépendance d'Israël et du massacre et d'expulsion des Palestiniens (la Nakhba), que le Droit international est du côté des Palestiniens, pas des Israéliens.

(...)

Tous les dirigeants occidentaux ont assuré qu'ils condamnaient les actions terroristes du Hamas et qu'ils soutenaient Israël. Par le passé, ils n'ont rien fait pour résoudre les injustices en Palestine et ces positions de principe attestent qu'ils ne le feront pas plus maintenant. De leur côté, la Russie et la Chine, refusant de prendre parti pour les Palestiniens ou les Israéliens, ont appelé, non pas à l'application des règles occidentales, mais au respect du Droit international. On se trouve maintenant face à une situation où tous les acteurs ont délibérément saboté à l'avance chaque solution, de sorte qu'il est désormais presque impossible d'éviter que tout cela ne se termine en un bain de sang.

<https://www.voltairenet.org/article219777.html>

J-C - La dimension économique liée à la création d'Israël et à la situation actuelle a été oubliée. C'est fort dommage, car c'est elle qui permet de saisir ce qui se passe actuellement, au moment où le rapport de force entre grandes puissances se modifie à l'échelle mondiale,

afin d'assurer la pérennité du capitalisme... Pas le temps de m'étendre sur cette question, on verra plus tard.

Correspondant à Jérusalem de France 2 de 1981 à 2015, le journaliste Charles Enderlin est l'auteur du livre «Israël. L'agonie d'une démocratie.», aux éditions du Seuil. Pour Match, il revient sur l'ascension du Hamas. - Paris Match 11 octobre 2023

La scène n'est pas un montage vidéo fabriqué par l'intelligence artificielle. Elle est bien réelle et se trouve dans les archives de la télévision israélienne. Début septembre 1973 (la date exacte a été effacée), le général israélien gouverneur de la bande de Gaza participe à l'inauguration du tout nouvel immeuble de la Moujamaa Islamya, l'union islamique dirigée par le cheikh Ahmed Yassine, présent sur sa chaise roulante, tout souriant aux côtés des militaires israéliens. Un officier est absent, pourtant il est celui qui a la responsabilité du suivi du développement de la religion sur ce territoire. Le commandant Avner Cohen, grand arabisant et spécialiste de l'Islam, est le seul au sein de l'état-major à avoir pris la peine de vérifier la théologie de la Moujamaa Islamya.

La branche la plus radicale de la confrérie des Frères musulmans

Il sait que le cheikh Yassine appartient à la branche la plus radicale de la confrérie des Frères musulmans, celle de Sayyid Qutb dont les œuvres formeront la base idéologique d'Al-Qaïda et de Daech. Elles sont interdites en Égypte où le président Gamal Abdel Nasser a fait pendre leur auteur. Le cheikh Yassine a d'ailleurs fait un séjour en prison à l'époque où Gaza était en territoire égyptien. Tout a changé avec la guerre des Six Jours, en 1967, quand Israël conquiert Gaza. Le cheikh Yassine va tester le nouvel occupant. Il fait imprimer à des milliers d'exemplaires l'œuvre fameuse de Sayyid Qutb : «*Dhilal al-Quran*» («*À l'ombre du Coran*»). Pas de réaction! Pour les Israéliens, il ne s'agit «*que*» de la religion. Yassine passe à l'étape suivante: expliquer au gouverneur militaire qu'il veut développer les activités sociales de sa mosquée. Le général est enthousiaste et le cheikh Yassine devient le chouchou de l'état-major de Gaza. Quelques années plus tard, alors que j'accomplissais ma période de réserve militaire à Gaza, une des missions de ma patrouille consistait à vérifier que tout allait bien autour de son domicile. Bien plus tard, à propos de cette période, un patron du Shin Beth, la sécurité intérieure, m'expliquera: «*Il n'y avait là ni subversion ni terrorisme, donc cela ne nous concernait pas. La priorité, l'urgence, c'était de lutter contre les attentats commis par les organisations de l'OLP. Et Yassine expliquait qu'il combattait la gauche palestinienne... donc notre ennemi. Certains disaient qu'il était l'antidote à l'OLP. Notre erreur a été de le laisser faire.*»

Pour lire la suite :

https://www.parismatch.com/actu/international/hamas-les-origines-du-mal-230384?at_medium=affiliate&at_campaign=Yahoo

Pas d'état-major commun Fréristes-Khomeinistes - Réseau Voltaire 10 octobre 2023

Au cours des derniers mois, les Gardiens de la Révolution iraniens ont organisé plusieurs réunions de coordination à Beyrouth. Le Hamas, le Hezbollah et le Jihad islamique y ont participé. Ismaïl Qaani, le commandant des brigades al-Qods les a présidées.

L'une d'entre elles, en mai 2023, a été rendue publique. Elle réunissait Hassan Nasrallah (secrétaire général du Hezbollah libanais), Saleh al-Arouri (numéro 2 du Hamas) et Ziad al-Nakala (commandant du Jihad islamique).

Ces réunions avaient pour but de partager des retours d'expérience sur les attaques conduites en territoire israélien. C'est probablement durant ces réunions que les participants palestiniens ont changé leur conception de la guerre.

Cependant, il est absurde de croire que les groupes se réclamant de l'imam Rouhollah Khomeiny et ceux se réclamant d'Hassan el-Banna (fondateur de la Confrérie des Frères musulmans) sont convenus de constituer un état-major militaire commun. Khomeiny et el-Banna ont développé des idéologies concurrentes qui utilisent toutes deux la religion en politique. Ils se sont rencontrés et se sont partagés le monde : les chiïtes sont la zone d'influence des Khomeinistes, les sunnites celle des Fréristes. Cet accord est respecté à la lettre par l'actuel Guide de la Révolution iranien, l'ayatollah Ali Khamenei.

Le Hezbollah a combattu le Hamas durant la guerre de Syrie, puis a fait la paix avec lui lorsqu'il a reconnu avoir commis une erreur et a envoyé une ambassade présenter ses excuses à Damas. Les deux groupes partagent le même objectif de libérer la Palestine, mais une différence éthique fondamentale les sépare. Le Hezbollah ne s'est pas joint à l'opération du Hamas contre Israël, mais devrait le faire lorsque Tel-Aviv appliquera les principes de la guerre contre-insurrectionnelle. Réseau Voltaire 10 octobre 2023

Le Hezbollah et Israël se ménagent mutuellement - Réseau Voltaire 10 octobre 2023

Le Hezbollah a affirmé son soutien à la Résistance palestinienne en bombardant la zone disputée des fermes de Chebaa. Ce minuscule territoire non-habité est revendiqué à la fois par le Liban et par Israël. Le Hezbollah s'est bien gardé d'intervenir aux côtés d'individus qu'il considérerait il y a peu comme des terroristes.

Israël a répondu en bombardant la tente du Hezbollah dressée dans les fermes de Chebaa. Cette tente avait été installée pour exprimer la revendication libanaise. Israël s'est bien gardé de considérer l'action du Hezbollah comme une provocation.

Le Hezbollah a installé une nouvelle tente, non loin de la première, et a remplacé les gardes qui la défendent.

Les deux parties ont pris grand soin de ne pas ouvrir de nouvelles hostilités. Le Hezbollah et Israël peuvent prétendre n'avoir bombardé que leur propre territoire et ne pas avoir attaqué celui de leur voisin. Réseau Voltaire 10 octobre 2023

La position de l'État de Palestine face à l'attaque du Hamas - Réseau Voltaire 10 octobre 2023

Dès le début de l'attaque du Hamas contre Israël, l'Autorité palestinienne, c'est-à-dire le gouvernement de l'État non reconnu de Palestine, a réagi. Le président Mahmoud Abbas a rappelé que le Peuple palestinien a le droit de se défendre face aux « *crimes et violations israéliennes dans l'enceinte de la mosquée d'al-Aqsa et dans les territoires palestiniens* ».

Dans le discours officiel, l'Autorité palestinienne mêle toujours les arguments religieux et politiques, tandis que le Hamas, méprisant les Palestiniens chrétiens, privilégie les arguments religieux sur les politiques.

Durant la réunion à huis-clos du Conseil de sécurité, dimanche 9 octobre, le représentant de l'État de Palestine, Riyad Mansour (qui dispose d'un statut d'observateur et non pas de membre) a remarqué que la voie de la paix ne passe pas « *par le renforcement de l'oppression et de l'occupation, mais par la fin de celles-ci* ».

Lundi 10 octobre, lorsque le blocus de Gaza a débuté (coupure de l'approvisionnement en eau et en électricité), l'Autorité palestinienne a rappelé que cette méthode de combat viole le Droit humanitaire international. Réseau Voltaire 10 octobre 2023

La Russie ou la grande illusion dans l'ONU ou la solution à deux États.

Attaques en Israël: Vladimir Poutine juge "nécessaire" la création d'un État palestinien - BFMTV 10 octobre 2023

Le président russe Vladimir Poutine a estimé ce mardi que le conflit entre Israël et le Hamas palestinien démontrait "l'échec" de la politique des États-Unis au Moyen-Orient, jugeant pour sa part "nécessaire" la création d'un État palestinien.

"*Il s'agit d'un exemple clair de l'échec de la politique des États-Unis au Moyen-Orient*", a déclaré Vladimir Poutine lors d'une rencontre au Kremlin à Moscou avec le Premier ministre irakien Mohamed Chia al-Soudani.

Le président russe a accusé les États-Unis d'avoir "monopolisé" le règlement du conflit sans se soucier de "trouver des compromis acceptables pour les deux parties", mais au contraire d'avoir "promu leurs propres idées sur la manière de procéder, en faisant pression sur les deux parties".

"*C'était (...) à chaque fois sans prendre en compte les intérêts fondamentaux du peuple palestinien*", a encore estimé le chef du Kremlin.

La solution "*la plus crédible*"

Il a jugé "nécessaire" de "mettre en oeuvre les décisions du Conseil de sécurité des Nations unies sur la création d'un État palestinien indépendant et souverain".

Le chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov avait déjà estimé ce lundi que la création d'un État palestinien était la solution "la plus crédible" à la guerre entre Israël et le Hamas. Il a promis que la Russie et la Ligue arabe travailleraient à "arrêter l'effusion de sang" en Israël et à Gaza avec les pays qui veulent "une paix durable au Moyen-Orient".

La Russie a maintenu ces dernières années de bonnes relations tant avec les autorités israéliennes que palestiniennes, qu'avec plusieurs autres acteurs régionaux dont l'Iran, l'Égypte et la Syrie. BFMTV 10 octobre 2023

Devant le Premier ministre irakien, Poutine fustige la politique américaine sur le dossier palestinien - RT 10 octobre 2023

De son côté, le Premier ministre irakien Mohammed Chia al-Soudani a pointé du doigt la responsabilité israélienne. «Israël a continué à violer les droits des Palestiniens», a-t-il déclaré, tout en critiquant «le silence» de la communauté internationale.

Dans un communiqué commun, les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni et la France ont condamné «le terrorisme» de la milice islamiste tout en soutenant le droit d'Israël à se défendre. Une position qui dénote avec celle du monde arabe. Hormis les Emirats arabes unis, la majorité des pays de la région ont soit soutenu l'organisation de Gaza soit appelé à la désescalade. RT 10 octobre 2023

Lavrov : «Le problème palestinien ne peut plus être laissé de côté» - RT 9 octobre 2023

Ce 9 octobre, le ministre russe des Affaires étrangères et le secrétaire général de la Ligue des Etats arabes Ahmed Aboul Gheit tenaient une conférence de presse à Moscou. Sergueï Lavrov a plaidé pour la création d'un Etat palestinien.

«Il y a jamais d'efforts suffisants pour éliminer la cause principale qui sape la stabilité au Proche-Orient, je veux parler du règlement de la question israélo-palestinienne avec la création de deux Etats sous l'égide de l'ONU», a-t-il poursuivi, appelant ainsi à la création d'un Etat palestinien, en conformité avec les accords d'Oslo de 1991 et 1995, qui prévoyaient une période de transition et la création de cet Etat au bout de cinq ans.

«Le problème palestinien ne peut plus être laissé de côté», a déclaré le chef de la diplomatie russe. La «destruction des terroristes» est une stratégie qui a déjà été appliquée par Israël mais n'a jamais permis de régler le «problème de fond», a-t-il ajouté.

«Je ne peux pas ne pas rappeler la politique destructrice des Etats-Unis», a-t-il encore souligné, déplorant que ces derniers cherchent «à monopoliser tous les efforts» et empêchent toute «discussion sur la création d'un Etat palestinien».

«*Nous partons du principe qu'il est nécessaire de soutenir activement la Ligue arabe. Cette structure a lancé un certain nombre d'initiatives*», a-t-il fait remarquer, évoquant le retour de la Syrie, mais aussi des initiatives pour «*normaliser*» les relations entre l'Arabie saoudite et l'Iran et entre la Syrie et la Turquie. Et d'ajouter : «*Nous considérons que la Ligue arabe peut jouer un rôle déterminant dans l'assainissement de la situation régionale pour la mise en place d'un Etat palestinien prévu par l'ONU.*»

Ahmed Aboul Gheit a qualifié de «*cohérente*» la position russe. Il y a aura «*la septième, la huitième, la neuvième guerre*» si la politique d'Israël reste inchangée, a-t-il prévenu.

Allemagne.

Allemagne : lourde défaite pour Olaf Scholz et poussée de l'extrême droite lors d'élections régionales - franceinfo avec AFP 8 octobre 2023

Les électeurs et électrices de Bavière et de Hesse ont largement sanctionné le SPD au pouvoir. Une mauvaise nouvelle pour la coalition au pouvoir.

Les résultats ne présagent rien de bon pour le chancelier. Les trois partis de la coalition de centre-gauche du chancelier allemand Olaf Scholz ont accusé une sévère défaite dimanche 8 octobre lors d'élections dans en Hesse et en Bavière. Les premières estimations montrent aussi une poussée de l'extrême droite dans ces bastions conservateurs.

Les sociaux-démocrates (SPD) d'Olaf Scholz sont en net recul dans les deux scrutins qui ont eu lieu en Bavière, le plus grand Etat allemand en superficie, où ils n'atteignent pas 9%, et en Hesse, où se trouve Francfort, le siège de la Banque centrale européenne (BCE). Le reste de la coalition n'est pas épargné : les libéraux du FDP passent sous la barre des 5% à Hesse, tandis que les Verts enregistrent une baisse plus modérée. A mi-mandat, le gouvernement d'Olaf Scholz est ainsi sanctionné dans des élections où l'inquiétude de la population face à la crise industrielle traversée par la première économie européenne et la résurgence de la question migratoire ont joué un rôle central.

Satisfaction de l'extrême droite

Selon les estimations, les conservateurs ont remporté comme attendu les deux élections et le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD) pourrait prendre la seconde place. «*Nous sommes sur la bonne voie*», a rapidement réagi la co-chef de l'AfD Alice Weidel. Ce parti anti-immigration, qui critique aussi les mesures de protection du climat assimilées à la cherté et à la contrainte, a ainsi confirmé son envolée dans les sondages au niveau national, où il recueille plus entre 20 et 22% des intentions de vote, derrière la droite. franceinfo avec AFP 8 octobre 2023

Argentine.

Spéculation sur la monnaie pour faire élire le candidat ultralibéral fétiche du FMI Javier Milei.

Argentine: le peso s'effondre sur fond de stress pré-élections - AFP 11 octobre 2023

Nouvelle crise de nerfs monétaire en Argentine: le dollar a franchi mardi le seuil record de 1.000 pesos pour un dollar au marché parallèle, sur fond de volatilité des changes et d'incertitude politique, à douze jours d'une élection présidentielle capitale pour une économie notoirement fragile.

La brutale dépréciation du peso coïncide avec des déclarations, lundi, du candidat ultralibéral favori des sondages Javier Milei, partisan d'une dollarisation de l'économie argentine: il a enjoint les Argentins à ne pas épargner ou faire de placements dans la monnaie nationale, qui pour lui "ne vaut même pas une crotte".

"Jamais en pesos, jamais en pesos !" a-t-il insisté. "Ces déchets ne servent même pas comme engrais", a-t-il lancé, expliquant qu'une dollarisation de l'économie --mesure au coût social risqué et très controversée chez les économistes-- serait plus facile à réaliser avec un dollar fort par rapport au peso.

Le ministre de l'Economie Sergio Massa, candidat présidentiel du bloc gouvernemental (centre-gauche), et voué a priori à un second tour face à Milei, a qualifié ce dernier "d'irresponsable".

"Agiter, dire aux gens de retirer leurs dépôts de façon irresponsable... quand je vois des candidats capables de mettre le feu à la maison pour gagner une élection, ça m'inquiète", a-t-il lancé. Cela "ne nuit pas moi, mais à des millions d'Argentins", et Milei "joue avec les économies des gens", a-t-il accusé.

Et le gouvernement a annoncé mardi un rapprochement partiel de taux de change (l'Argentine en a plusieurs) pour certains types de dépenses, afin de dissuader l'achat de dollars.

Sur ce fond d'extrême nervosité, la Banque centrale a lundi soir publié un communiqué pour rassurer, affirmant que "le système argentin présente une situation solide de solvabilité, de capitalisation, de liquidités et de provisions". En d'autres termes, que les Argentins n'ont pas à s'affoler pour leur épargne.

Mardi, l'Association des banques privées et publiques a repris au vol Milei, sans le nommer, appelant dans un communiqué "les candidats aspirant à gouverner à faire preuve de responsabilité dans leur campagne et déclarations", et à ne pas "engendrer inutilement de l'angoisse chez beaucoup de gens".

Le scrutin du 22 octobre s'annonce indécis, avec Milei autour de 33-35%, selon une moyenne de plusieurs sondages, et voué a priori à un second tour avec Massa (29-30%), la candidate du bloc d'opposition (centre-droit) Patricia Bullrich étant sensiblement distancée à 25-26%. AFP 11 octobre 2023